



# Journée nationale d'action

**19 septembre 2015**

## GONFREVILLE L'ORCHER SE MOBILISE

Face à la nouvelle baisse insoutenable des moyens de l'Etat en direction des collectivités locales décrétée par le gouvernement avec la complicité de sa majorité parlementaire, le Conseil Municipal de Gonfreville l'Orcher a adopté, à l'unanimité des trois groupes le composant, le 6 juillet dernier, le vœu proposé à travers tout le pays par l'Association des Maires de France.

La section locale du Parti Communiste Français a également pris l'initiative d'une pétition en direction de la population lancée fin juin et dont les premières centaines de signatures ont été remis à Jean-Paul Lecoq, Maire, lors de ce même Conseil municipal du 6 juillet.

En septembre, un nouveau palier sera franchi dans la mobilisation des habitants et des forces vives de la commune, dans le cadre de la **journée nationale d'action organisée à l'appel de l'Association des Maires de France, le samedi 19 septembre prochain.**

A Gonfreville l'Orcher, le Conseil municipal sera convoqué en réunion de crise, à 10h30 à l'Hôtel de Ville.

A l'occasion de cette séance qui sera retransmise par Internet sur le site municipal et sur l'écran extérieur de l'Espace Culturel de la Pointe de Caux, les habitants seront invités à signer en ligne la pétition nationale lancée par l'AMF.

Puis, les élus municipaux seront présents l'après-midi, de 16h à 18h30, à l'Hôtel de Ville et dans les mairies annexes, pour échanger avec les habitants et relayer cette pétition.

Début septembre, des banderoles seront posées sur les bâtiments publics et lieux stratégique de passage, complétées par une campagne d'affichage pour appeler à la mobilisation.

Un badge « Ma Commune j'y tiens ! » sera également offert aux habitants afin que chacun puisse l'arborer.

Quatre lettres spécifiques du Maire en direction des habitants, des entreprises et de leurs salariés, des agents communaux, et des associations seront envoyées début septembre pour présenter ces diverses initiatives, dénoncer la politique du gouvernement contre les collectivités et inviter chacun à exprimer son soutien à sa commune.